

234

SSR Suisse Romande

Le magazine de
la SSR Suisse Romande
www.ssr.ch

Médiatic



**200 FRANCS,
ÇA SUFFIT
VRAIMENT?**

Photo de couverture
RTS © Laurent Bleuze

3 | En bref

Coup d'œil sur l'actualité
des médias publics

4 | À l'antenne

Marie Jay, Blaise Bersinger:
des noms connus passés par
les ondes de la RTS



RTS © Jay Louvion

6 | Rencontre

Pascal Crittin donne
sa perspective sur l'initiative SSR

7 | Focus

Des médias de service public,
ça change quoi?



RTS © Laurent Bleuze

10 | Décryptage

A quoi sert l'argent
de la redevance?



Hugues Hiltbold
© D.R.

Affaiblir le service public, c'est fragiliser la Suisse

L'initiative «200 francs, ça suffit!» n'est pas une réforme: c'est une attaque directe contre la cohésion nationale. En voulant affaiblir le service public médiatique, elle fragilise l'un des rares espaces communs qui unissent la Suisse dans toute sa diversité linguistique, culturelle et régionale. À l'heure des fractures et des replis, c'est un contresens dangereux.

Sous couvert d'économies, cette initiative menace l'ancrage régional des médias. Les rédactions locales, les journaux télévisés régionaux et les programmes de proximité seraient les premières victimes. Moins de moyens, c'est moins d'informations sur la vie des régions, moins de visibilité pour les réalités locales et davantage de centralisation. La Suisse ne peut pas se permettre cette perte de lien.

Contrairement aux promesses des initiants, la diversité médiatique ne serait pas renforcée, mais appauvrie. Le marché privé ne remplacera jamais une offre indépendante, pluraliste et exigeante. Sans le service public, une large part des contenus culturels, éducatifs et informatifs disparaîtrait, faute de rentabilité.

Enfin, cette initiative remet en cause une offre médiatique accessible à toutes et tous. La SSR garantit des programmes variés, dans toutes les langues nationales, pour chaque génération. Affaiblir cette diversité des programmes, c'est exclure une partie de la population du débat public. Refuser cette initiative, c'est défendre une Suisse informée, solidaire et unie. Ce numéro spécial est destiné à vous informer sur cette votation cruciale pour l'avenir du service public et de la cohésion du pays.

12 | Conseil du public

L'observatoire des programmes
de la RTS se présente

13 | Dialogue

Entretien avec deux
coprésident.e.s du comité
régional romand contre
l'initiative SSR



© Tim Loosli

16 | Infos Régions

L'actualité des sociétés
cantonales

Agenda

Condensé des prochains
événements de l'Association

IMPRESSUM

SSR Suisse Romande

Médiatic – Février 2026
Paraît quatre fois par année, adressé aux membres
de la SSR Suisse Romande

Éditeur: SSR Suisse Romande, Route des Noyerettes 1,
1024 Ecublens, 058 134 20 24, info@ssrsr.ch, www.ssrsr.ch

Rédactrice en chef: Nathalie Abbet
Responsable d'édition: Nina Beuret
Textes: Jade Albasini / Nina Beuret / Jacques Cordonier /
Hugues Hiltbold / Marie-Françoise Macchi / Christine Renaudin
Conception et réalisation graphique: Alain Florey – spirale.li
Impression: Imprimerie du Courrier, La Neuveville

Annoncer les rectifications d'adresses à:
info@ssrsr.ch ou par téléphone au 058 134 20 24

Reproduction autorisée avec mention de la source

14 | Invité.e.s des sociétés cantonales

Nous vous donnons la parole
sur le service public

RTS Première et RTS Espace 2 on air à Lausanne-Ecublens

Deux nouvelles arrivantes dans le bâtiment RTS. RTS Espace 2 a commencé à émettre le 20 janvier depuis le site de Lausanne-Ecublens, tandis que RTS Première y a fait ses débuts le 3 février. Leurs équipes et le reste du personnel qui a déménagé en début d'année ont amené de la vie dans le nouveau bâtiment des bords du lac. RTS Couleur 3 fermera la marche des chaînes radio en s'installant le 31 mars. Le Département de l'actualité et des sports, lui, déménagera dès l'été depuis la Sallaz, et en fin d'année depuis Genève.



Yves Bron a animé la première émission de RTS Espace 2
RTS © Anne Kearney

La couverture du drame de Crans-Montana saluée

Les équipes de la RTS, comme d'autres médias, ont été fortement mobilisées pour rendre compte de l'incendie qui a coûté la vie à une quarantaine et blessé une centaine de personnes dans la nuit du Nouvel-An. Journalistes sur le terrain, émissions spéciales, éclairages avec des spécialistes et témoignages: les aménagements ont été nombreux. Son traitement médiatique du drame et de ses suites a été salué, notamment en ligne, pour sa retenue et sa délicatesse.

15 heures

C'est, à peu de choses près, le nombre d'heures de direct que la RTS propose quotidiennement lors des Jeux d'hiver de Milan et Cortina d'Ampezzo, du 6 au 22 février. Les compétitions sont diffusées et commentées sur RTS 2 et sur quatre canaux sur les plateformes Play RTS et RTS Sport. Ce suivi d'envergure sera aussi le dernier rendez-vous sportif de Massimo Lorenzi, puisque le rédacteur en chef des Sports prendra sa retraite le 1^{er} mars après 37 ans à la RTS.

«Infrarouge» passe en prime time

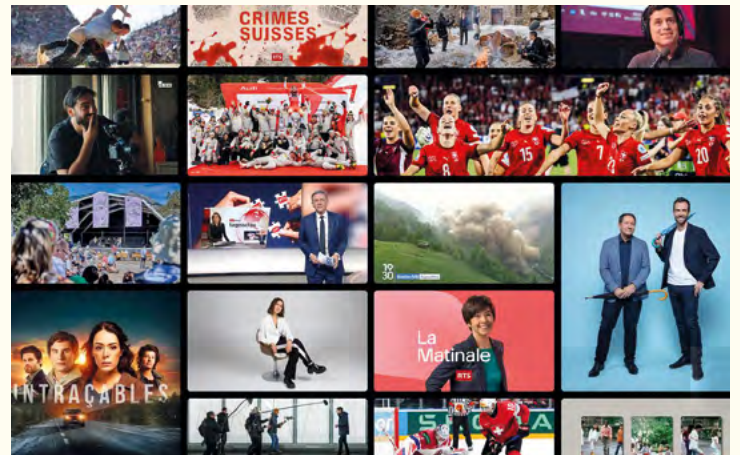


Alexis Favre, présentateur d'Infrarouge
RTS © Jay Louvion

Depuis le 14 janvier, l'émission Infrarouge, diffusée tous les mercredis sur RTS 1, est passée en prime time, à 20h10. En avançant d'une heure l'horaire de l'émission, la RTS souhaite offrir une plus grande exposition à son débat d'actualité et politique, et lui permettre de toucher un public plus large.

La RTS est toujours plus consommée en version digitale

En 2025, la RTS a enregistré un bon taux d'audiences, en particulier sur le web. Avec une progression de 7% et près de 570 000 visites par jour, ses applications et son site internet sont toujours plus prisés par le public suisse, tandis que les vues des réseaux sociaux ont augmenté de 19%. Des chiffres qui confirment sa transformation numérique et son succès auprès des jeunes. La télévision reste un média dominant, avec 37,1% de parts de marché en prime time pour RTS 1 et RTS 2, tandis que les chaînes de radio atteignent 38,7%.



La RTS, une vitrine indispensable à certaines carrières

Ils sont musicien.ne.s, ou humoristes, confirmé.e.s ou en émergence, ou encore responsables d'événements sportifs. La RTS, et plus largement la SSR, est un maillon important dans leurs activités. Découvrons leur regard pertinent sur le média romand.

Pour beaucoup de personnalités suisses, le service public n'est pas qu'un outil abstrait servant à la cohésion sociale et à soutenir la culture du cru, mais un véritable tremplin. Zoom d'abord sur Marie Jay, une artiste de 23 ans, cette génération qu'on dit peu intéressée par l'offre du service public. En décembre 2024, la chanteuse lausannoise est couronnée révélation suisse romande lors des Tataki Awards. Ce concours musical est organisé par RTS Tataki, le média 100% numérique de la RTS, dont les contenus visent les 15-25 ans. Une première sélection est faite par le vote des internautes sur le compte Instagram de RTS Tataki. La lauréate gagne un accompagnement musical pour la réalisation d'un projet et une place pour se produire sur une scène gratuite au Montreux Jazz Festival. Mission accomplie en juillet dernier.

Parler à tous les publics

Depuis cette distinction, l'auteure, compositrice et interprète a-t-elle vu s'ouvrir de nouveaux horizons, tant elle semble présente sur l'ensemble des vecteurs de la RTS? «Pas facile de répondre à la question. Je crois que c'est le résultat d'un travail global, mené en amont depuis longtemps. J'ai beaucoup travaillé pour trouver des concerts, organiser le vernissage pour la sortie de mon EP, construire une communauté sur les réseaux sociaux», pondère celle qui est tombée dans



Marie Jay lors de l'inauguration du site RTS Lausanne-Ecublens
RTS@Jay Louvion

la musique depuis l'adolescence et dont l'univers oscille entre french pop et chanson. Elle poursuit sa réflexion, prenant la mesure de sa visibilité médiatique: «J'ai bénéficié de mises en avant très différentes sur la RTS et ça m'a permis de toucher tous les publics. Les amis de ma maman m'ont vue à la télé grâce à *Radar*, ou écoutée sur RTS Option Musique, et les potes de mon petit frère sur Instagram pendant les Tataki Awards. Pour moi qui fais de la musique qui vise à parler aux gens au-delà des générations, c'est vraiment super.» La chanteuse, affirmée mais sans avoir pour autant la grosse tête, oublie même d'évoquer sa prestation lors de l'inauguration du site de production de Lausanne-Ecublens en novembre dernier.

Marie Jay relève combien l'industrie de la musique est petite en Suisse et à quel point il est difficile d'en vivre en ne faisant que des concerts. De plus, la visibilité qu'apportent

les médias privés suisses aux artistes se cantonne souvent à leur région linguistique. Mais le printemps dernier, grâce au service public, la Vaudoise a vécu une expérience intéressante dans le cadre du projet «SRG SSR On the road to Basel», en lien avec l'Eurovision. Elle a pu se produire à Coire, Lugano et Bâle, entourée d'artistes émergent.e.s des autres régions linguistiques. L'occasion de séduire des fans outre-Sarine et surtout d'échanger avec des musicien.ne.s, peut-être les Stephan Eicher ou Sophie Hunger de demain.

Bénéficiaire du service public pour sa musique, Marie Jay n'en est pas moins consommatrice, insiste-t-elle. La baisse de la redevance l'inquiète, une «idée de merde!» résume-t-elle. «La RTS montre une vie culturelle fourmillante. Si elle a moins d'argent, elle ne pourra plus en faire autant. Garder une culture accessible à toutes et tous per-



Anach Cuan sur la scène de Paléo
© Philibert Barelli

met de maintenir la société vivante. Si seul.e.s les riches peuvent se l'offrir, cela créera des écarts encore plus grands qu'aujourd'hui.»

Merci à RTS Option Musique

«Sans le coup de pouce de la RTS, ou plus largement des radios et télévisions nationales, nous n'aurions jamais eu la même carrière, c'est une évidence», martèle pour sa part Lucas Fitoussi, membre fondateur du groupe valaisan Anach Cuan. Ce dernier se compose au départ d'une bande de potes qui aiment boire une bière et jouer du folk irlandais. C'était en 2003. Depuis, leur style s'est affiné et mélange musique celtique et pop moderne. Le succès a suivi: un EP, Paléo en 2016, une présélection à l'Eurovision de la chanson, une participation à *Incroyable Talent Suisse* sur SRF,... et un cinquième album en préparation. Pourtant, ça n'était pas gagné d'avance: «On fait de la musique populaire festive. On ne rentre pas dans les carcans modernes et de choses qui passent facilement à la radio. C'est vrai que RTS Option Musique a toujours voulu mettre en avant les groupes suisses, qu'ils jouent ou non de la musique populaire. Leur intérêt nous a permis d'exister médiatiquement» se réjouit le musicien.

Lucas Fitoussi défend fermement l'idée que promouvoir la culture, la musique suisses nécessite d'importants moyens que seul le service public peut engager. Et c'est son mandat. «Ne blâmons pas les radios ni télévisions privées dont le mandat est autre. Fatalement, c'est moins rentable pour eux de passer un morceau d'Anach Cuan qu'un tube de Taylor Swift, ou Britney Spears à l'époque. En revanche, la vivacité d'un groupe comme



Blaise Bersinger sur scène
RTS © Philippe Christin

le nôtre est liée à l'écho qu'en donnent les médias publics.» Aussi espère-t-il que demain, d'autres artistes bénéficieront du même soutien.

Un humoriste, à la carrière bien engagée, serait-il disponible pour évoquer la pratique de son art sur le service public? Tous sont suroccupés car ils multiplient les mandats en France notamment, comme Yann Marguet qui officie sur France Inter et dans l'émission *Quotidien*. Blaise Bersinger s'y prête finalement. Le trentenaire est pressé, car il est en route vers un stade de football. Le Vaudois rembobine le temps pour évoquer *Les Dicodeurs*, son premier engagement à la RTS. «Avec Yann Marguet et Yoann Provenzano, on s'était fait virer de Rouge FM, car le propriétaire de la station avait décrété que les gens n'avaient pas envie de rire quand ils écoutaient la radio. J'ai alors pris mes couilles dans les deux mains, écrit au producteur de l'émission, dit que j'étais rigolo et voulais travailler aux *Dicodeurs*. J'ai passé un test et pu rejoindre l'équipe. Ça a été une expérience méga importante, un vrai booster.»

L'humour sans entrave

Blaise Bersinger réalise qu'être humoriste peut être un métier, pas juste un amusement. Il apprend à utiliser le média radio, à écrire des blagues. Il peut combiner ses compétences en impro et sa passion pour la scène puisque *Les Dicodeurs* sont enregistrés en direct et en public. L'emballement est total. Si ses projets personnels de spectacle occupent l'humoriste ce printemps, il tient à garder un pied dans *Les Dicodeurs*. Puis, évoquant ce qu'il trouve prioritaire dans le service public, il met l'information et l'enquête au sommet de la pyramide, mais il n'en relève pas moins que «l'humour de service public n'est mu par aucune logique financière. D'où cette liberté de ton et création qui sera toujours plus grande que n'importe où ailleurs.» L'humoriste y apporte toutefois un léger bémol depuis le rejet de l'initiative No Billag en 2018: une forme de pression s'exerce sur la RTS (et par ricochet sur les humoristes) qui doit de plus en plus rendre des comptes et justifier l'existence de certaines émissions menacées de disparaître.

Figure phare de RTS Couleur 3, Blaise Bersinger compte avoir sa place dans l'équipe après son déménagement à Ecublens. La chaîne va repenser son repositionnement en matière d'humour à l'heure où le «web first» est privilégié.

UN PARTENAIRE INDISSOCIABLE POUR LE SPORT

La RTS diffuse environ 4000 heures de sport par an, couvrant 30 disciplines. Parmi les événements phare, le Tour de Romandie sera à suivre du 28 avril au 3 mai. Pour son directeur, Richard Chassot, la RTS est un partenaire indissociable, tant en termes de capacités de production, de moyens logistiques que de savoir-faire. Selon lui, le cyclisme a la force de pouvoir mettre en évidence un sport, mais aussi une région, un patrimoine. Les images produites par la RTS sont reprises par 145 chaînes de télévision, dont 80 diffusent en direct. «C'est 25 millions de téléspectateurs et téléspectatrices sur les cinq continents. On comprend l'intérêt des villes ou stations de ski qui accueillent le Tour. C'est une publicité internationale et le produit est romand.» Pour l'édition 2027, Richard Chassot avoue être dans le flou total sur les conditions de production de son partenaire média en raison de la votation sur la redevance, qui menace la diffusion de sport par la SSR.



Pascal Crittin,
directeur de la RTS
RTS © Anne Kearney

L'initiative SSR signerait « une mort lente du service public », s'inquiète Pascal Crittin

Pascal Crittin, directeur de la RTS, donne ses impressions sur l'initiative SSR et évoque les conséquences de son acceptation sur l'entreprise.

Pascal Crittin, l'argument principal du comité d'initiative est de soulager les budgets des ménages et des entreprises. Il pense notamment aux jeunes, qui selon lui ne consomment que peu les médias. Que pensez-vous de cette dernière hypothèse ?

Contrairement à ce qu'on pense parfois, les jeunes utilisent la RTS et la SSR. Certes, ils regardent moins la télévision et écoutent moins la radio, mais nous ne sommes pas seulement une entreprise de radio et télévision, nous sommes aussi un média digital. Les jeunes sont très présents sur le digital, et nous le sommes aussi : il faut voir le succès de RTS Tataki, par exemple, de RTS Info et de RTS Sport sur les réseaux sociaux. Deux jeunes sur trois consomment des contenus RTS toutes les semaines. Il faut sortir de cette idée que la redevance ne finance que la réception sur un poste de radio ou de télévision. Depuis 2016, la redevance n'est plus directement liée à la radio ou à la télévision diffusée en linéaire, mais elle finance l'ensemble de la production audio, vidéo et digitale de la SSR.

Justement, le comité d'initiative estime que la SSR devrait s'en tenir à sa mission principale, en limitant entre autres les contenus en ligne qui constitueraient une concurrence déloyale pour les médias privés. Quelles conséquences aurait l'abandon du numérique ?

Si la SSR ne peut plus exister sur le numérique, c'est-à-dire là où se trouve de plus en plus le public, alors c'est une mort lente programmée pour le service public. Il n'y a pas que les jeunes qui sont sur les médias numériques, c'est 95% de la population.

Est-ce que dans d'autres domaines, les émissions de divertissement par exemple, la RTS ne dépasse pas son rôle de média de service public ?

Le mandat de la SSR, tel qu'il a été défini dans la concession, n'est pas que d'informer, mais aussi de former, cultiver et divertir. Selon moi, le service public doit offrir de tout à tout le monde. Cette initiative a l'avantage d'ouvrir le débat sur ce qu'est le rôle du service public, mais il faut se rendre compte que ce que nous ne produirons plus, personne ne le produira à notre place. Les médias privés manquent déjà de moyens actuellement. Demain, si l'initiative est acceptée, ils ne toucheront pas un franc de plus.

Le comité d'initiative estime pourtant que la SSR a trop investi ces dernières années, et considère qu'avec un budget réduit de moitié, elle pourra continuer de « fournir à l'ensemble de la population suisse des programmes d'information radiophoniques et télévisés de haute qualité dans toutes les régions linguistiques ». Qu'en dites-vous ?

Quelle entreprise peut livrer les mêmes prestations et la même qualité avec 50% de budget en moins ? J'affirme que « ça ne suffit pas » si on veut avoir accès à une diversité de programmes, pas uniquement de l'information, mais aussi de la culture, du sport et du divertissement. La moitié de notre budget actuel est dédiée à l'information. Comment produira-t-on les autres domaines, qui intéressent le public à en juger par les audiences, si nos moyens sont coupés par deux ? Et aura-t-on encore les moyens d'être présent dans toutes les régions ? Le conseiller fédéral Albert Rösti a dit que la SSR devrait certainement se concentrer à Zurich. Et parviendra-t-on encore à produire en quatre langues ? Notre présence décentralisée dans les régions représente 40% de nos coûts. Or, c'est exactement le montant de la redevance que l'initiative veut couper. La différence, c'est donc le prix des langues minoritaires, dont le français.

C'est justement une piste de solution qui a été évoquée dans les médias : produire des contenus en allemand et les traduire. Elle vous paraît satisfaisante ?

Produire les contenus à Zurich et les traduire, ça veut dire que ce sont les Suisses alémaniques qui parleront de la Suisse romande... Est-ce vraiment ce que nous voulons ? Ne plus être capables de nous raconter nous-mêmes ? Prenons l'exemple de l'actualité internationale. Le 19h30 de la RTS ne ressemble pas au *Tagesschau* de SRF et traite de sujets différents, comme par exemple de ce qui se passe en France. Si l'on concentre la production à Zurich ou si l'on n'a plus assez de moyens pour les régions minoritaires, cela veut donc dire que la Suisse qui parle et pense en français perdra une grande partie de son moyen d'expression, alors qu'il y a des différences culturelles très importantes entre les régions linguistiques. Ce n'est pas ça, la Suisse. Je suis extrêmement inquiet pour la cohésion de notre pays.

Un service public fort, garant d'une démocratie plus saine

F O C U S

Médiatic 234 – Février 2026



De nombreuses professions contribuent à la qualité du service public
RTS © Laurent Bleuze

Par JADE ALBASINI

Le 8 mars prochain, la population suisse votera sur l'initiative « 200 francs, ça suffit! ». Un « oui » dans les urnes aurait de lourdes conséquences pour l'avenir du service public. Eclairage de spécialistes sur l'importance de ce dernier.

Avec son initiative « 200 francs, ça suffit! », qui réclame une baisse de la redevance pour les ménages mais aussi la dispense de paiement pour les entreprises, le comité d'initiative vise à couper le financement du service public audiovisuel, véritable « ciment social » pour reprendre l'image de François Vallotton, historien, professeur à l'UNIL et auteur du livre *Un siècle de radio-télévision : Le service public audiovisuel en Suisse romande* publié en janvier dernier. « Le service public en Suisse a toujours maintenu un certain niveau de qualité avec une offre culturelle certes redimensionnée mais consistante. Que se passera-t-il s'il est privé des moyens essentiels pour favoriser la création musicale, cinématographique et artistique? », s'interroge-t-il.

La redevance est un sujet sensible depuis des années. Son financement a été recalculé à de nombreuses reprises: De 462 francs par an en 2007, il descendra à 300 francs d'ici 2029. « C'est moins d'un franc par jour. Et il faut souligner que les personnes qui touchent des prestations complémentaires, comme l'AVS ou l'AI, en sont exonérées », mentionne Valérie Piller Carrard, conseillère nationale, membre du Parti socialiste, qui participait début février à une conférence intitulée « Crise des médias – Démocratie en danger ».

Ce rendez-vous avait pour but de rappeler la pression constante exercée sur l'audiovisuel public. « Les enjeux sont souvent sous-estimés. Si on diminue le financement, on réduit les effectifs et la qualité de la couverture médiatique sur notre territoire, plus particulièrement dans les régions linguistiques minoritaires. » Elle rappelle que les grands groupes privés concentrent déjà de nombreux journaux, rendant plus partial l'accès à l'information et plus difficile le développement de l'esprit critique.

Pour François Vallotton, un service public solide garantit le bon fonctionnement démocratique. C'est pourquoi la question de son soutien doit rester collective. « On entend souvent la critique que certaines personnes ne consomment pas ces programmes et ne voient pas pourquoi elles devraient payer la redevance. Mais le service public est un bien commun. C'est un peu comme les routes: tout le monde n'est pas automobiliste mais chaque citoyen.ne



Un plateau d'émission et ses coulisses
RTS © Laurent Bleuze

participe financièrement à leur entretien», donne comme image l'historien. «L'information n'est pas un objet de consommation courante. Toute la société en profite et doit donc y contribuer», argumente aussi Simone de Montmolin, conseillère nationale du Parti libéral-radical et coprésidente du comité régional romand «Non à l'initiative SSR».

Attaques multiples contre la SSR

Dans l'exposition «La télévision en Suisse. 75 ans sous tension» qui vient de s'achever à l'Université de Lausanne, les pressions exercées contre la SSR étaient décortiquées dont la course à l'audience liée à l'émergence de médias privés. «Face à la globalisation et parce que le service public est aussi associé à certains concessionnaires privés, dont le mandat doit se rapprocher du sien, la population les confond. Et c'est un piège», avertit François Vallotton.

La SSR joue un rôle unique dans le terreau helvétique. «Rappelons ses deux missions: œuvrer à la cohésion sociale en s'adressant à tous les publics et proposer des programmes qui privilégient des contenus qualitatifs avec une valeur pédagogique», ajoute notre interlocuteur. «Elle interroge notre vivre-ensemble et donne les moyens aux quatre régions linguistiques de notre pays d'être en lien au quotidien», insiste Simone de Montmolin. En 2026, l'audiovisuel public fait face aussi à la concurrence des réseaux sociaux. «Les sociologues des médias parlent d'un tsunami qui reconfigure tout le périmètre. Le service public devrait être un rempart contre la désinformation et renouer avec ses fondamentaux soit informer, éduquer et divertir», rappelle-t-il.

Un avis partagé par Anne-Katrin Weber, professeure assistante à la Section d'histoire et esthétique du cinéma à l'Université de Lausanne et co-commissaire de l'exposition susmentionnée.



Fanny Zürcher au Tagesschau de SRF, un exemple d'actions pour la cohésion nationale
© RTS

«Ce qui me tient à cœur, c'est que le service public soit un lieu de débat. C'est un espace d'échanges, un média dont le rôle est aussi d'accueillir des opinions divergentes», précise-t-elle.

À destination de tous les publics

La SSR a comme cahier des charges de toucher l'ensemble de la population. «On dit souvent que les jeunes ne regardent pas la TV, mais les enfants s'intéressent à des programmes éducatifs via des applications et les adolescent.e.s consomment les contenus produits par la RTS sur les réseaux sociaux. L'offre est distribuée via différents canaux», mentionne Anne-Katrin Weber. Pour relever la diversité et l'inclusivité des propositions réalisées par l'audiovisuel public, elle évoque notamment les émissions ac-

cessibles aux personnes sourdes et malentendantes. « Ces programmes résistent à la logique de la rentabilité : aucune chaîne privée ne prendrait le relai pour produire des offres pour ces communautés. »

Valérie Piller Carrard soulève un autre aspect en cas d'affaiblissement du service public. « On serait dépendants des médias français, italiens et allemands. Vous pensez vraiment que RTL ou France Inter vont parler de l'actualité de la Romandie ou présenter un artiste émergent de notre région ? », s'inquiète la conseillère nationale. Pour elle, qui dit soutien à la SSR ne dit pas forcément adhérer à tous les contenus. « Un service public doit toucher tout le monde alors évidemment que des programmes me plaisent, d'autres moins. Je ne suis pas une fan de la Schlagerparade par exemple, mais cet événement fait partie de notre folklore, de notre identité. »

Une vision appuyée par Anne-Katrin Weber. « Défendre le service public audiovisuel n'empêche pas d'être critique vis-à-vis de certains de ses programmes. Actuellement, il manque un espace pour réfléchir ensemble aux missions que nous souhaitons donner aux médias publics », déclare la professeure.

« Réenchanter » le service public

Pour François Vallotton, l'heure est au « réenchancement de l'idée du service public ». « Le fait que la SSR rejoigne un site académique, c'est une constellation unique en Europe. C'est l'occasion de le redéfinir en renforçant encore la production de contenus fiables et ses liens avec les milieux éducatifs et scientifiques ». Dans son ouvrage, il présente quelques pistes de réflexion proposées par la Commission fédérale des médias (COFEM) : l'audiovisuel public doit impérativement se distinguer par sa tonalité et le choix des contenus, se démarquer par sa transparence, développer des « algorithmes d'intérêt public » et lutter activement contre la désinformation. Diminuer son financement aurait donc de véritables conséquences. « L'exigence éthique est encore plus attendue dans un service public. Cela suppose de la stabilité et des moyens », conclut Simone de Montmollin.



Les coulisses du direct
RTS © Laurent Bleuze



Equipes concentrées en régie
RTS © Laurent Bleuze

L'audiovisuel public en ligne de mire

Dans plusieurs pays d'Europe, les services publics sont menacés par les partis conservateurs. Tour d'horizon d'une situation alarmante.

Entre la montée des dirigeants de droite et d'extrême droite et les croisades idéologiques des milliardaires qui concentrent de plus en plus de médias, le service public audiovisuel est à risque dans plusieurs pays européens.

En France, Emmanuel Macron a supprimé la redevance en 2022, la remplaçant par une taxe sur la TVA tandis que Marine Le Pen prône la privatisation. Au Royaume-Uni, la BBC est la cible d'une offensive politique et idéologique de Reform UK, parti populiste et conservateur. En Allemagne, le parti d'extrême-droite, l'Alternative für Deutschland (AfD), milite également pour la suppression de la redevance. En Italie, le gouvernement Meloni est accusé d'accroître son contrôle sur la RAI en faisant des pressions éditoriales directes alors qu'en Slovaquie, le gouvernement de Robert Fico a passé une loi en 2024 pour remplacer le radiodiffuseur public par une nouvelle entité davantage contrôlée par le gouvernement.

En octobre dernier, dans les pages du journal français *L'Humanité*, Julia Cagé, professeure d'économie à Sciences Po à Paris et spécialiste des questions liées aux financements des médias, avertissait : « L'audiovisuel public est un ennemi à abattre pour l'extrême droite européenne ». Dans une étude qu'elle a publiée en juin 2022, « Une autre redevance est possible. Pour un financement affecté mais plus juste de l'audiovisuel public », elle analysait le lien étroit entre « vitalité » de l'audiovisuel public et « santé démocratique ».

Ses conclusions ? Mieux un service audiovisuel public est financé, plus la démocratie est de qualité, y compris en ce qui concerne la participation électorale. Les citoyennes et citoyens sont donc mieux informé.e.s et votent davantage dans des pays où les médias publics sont autonomes, comme dans les pays nordiques. Le débat y est moins polarisé, les valeurs démocratiques mieux préservées.

Où va la redevance ? Plongée dans le financement du service public audiovisuel

Chaque année, la redevance audiovisuelle permet de financer l'offre radio, TV et numérique de la SSR, mais aussi de nombreux médias privés. Mais comment cet argent est-il réparti et que permet-il concrètement de produire ? Grâce à une péréquation financière, la RTS reçoit 32% de la quote-part attribuée à la SSR, laquelle perçoit 88% du produit total de la redevance. En plus des frais liés à ses activités, elle investit dans la culture et le cinéma, des domaines qui seraient directement affectés si la redevance devait être réduite.

Si la RTS touche une part supérieure de la redevance à celle qui est générée en Suisse romande, c'est grâce au principe de solidarité entre régions. «La SSR garantit l'équivalence des prestations sur l'ensemble du territoire et répartit ses moyens selon un principe de solidarité helvétique inter-régionale», explique Malika Boussetta, cheffe du Département finances de la RTS. Ce mécanisme compense les différences démographiques: la Suisse alémanique collecte davantage de redevance, mais n'en conserve pas l'intégralité.

Selon les données officielles, sur les quelque 930 millions de francs perçus en Suisse alémanique, 370 millions sont redistribués aux autres régions, dont 115 millions pour la Suisse romande. «Chaque jour, 4 à 5 heures de programmes radio et TV de la RTS ainsi qu'un quart de notre offre digitale sont financés grâce à cette solidarité», précise Malika Boussetta.

Et comment la RTS utilise-t-elle ces moyens ? «Environ 80% de nos coûts sont consacrés à la production des émissions et des programmes», souligne la responsable financière. Les 20% restants couvrent les coûts immobiliers, administratifs et les projets de développement ou de transformation. Au sein de la SSR, les charges de personnel représentent environ 55% des coûts totaux, répartis dans les différents postes, un niveau comparable à celui d'autres entreprises médiatiques.

Un soutien massif à la culture et au cinéma

La redevance ne finance pas seulement l'information ou le divertissement: elle irrigue aussi l'écosystème culturel suisse, soutenant notamment les musiques classiques et populaires. À l'échelle de la SSR, 21% du budget va aux divertissements et films, et 17% aux domaines «société, culture et formation». En Suisse romande, la RTS investit chaque année 12 à 14 millions de francs dans la coproduction de films, séries et documentaires.

Ces montants s'intègrent dans les 50 millions de francs annuels que la SSR engage pour soutenir la création cinématographique suisse. «Lorsque nous produisons des films ou des séries, nous le faisons toujours en coproduction avec des maisons de production suisses», rappelle Malika Boussetta. Parmi

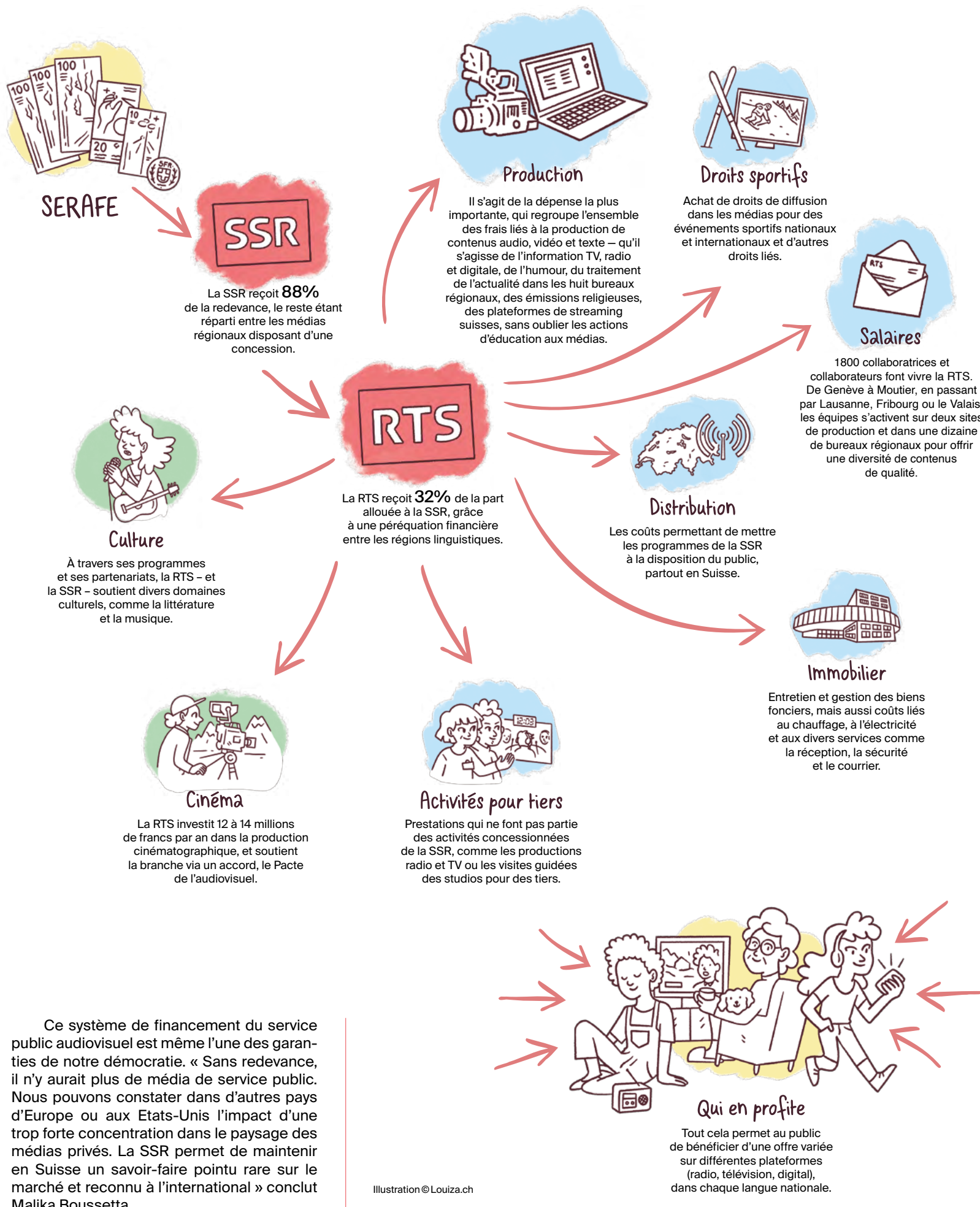
les projets récents figurent *Winter Palace* ou *The Deal*, deux séries qui ont connu un succès retentissant.

La SSR a coproduit ces fictions, et bien d'autres, dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, un accord avec la branche garantissant 34 millions de francs par an pour la création. Les retombées économiques sont importantes: chaque franc investi par la SSR génère 1,40 franc de valeur ajoutée dans d'autres entreprises. Si la redevance était réduite à 200 francs, c'est toute la branche qui serait affectée.

Pourquoi la redevance est indispensable

Dans un pays aux quatre langues nationales, produire une offre généraliste de qualité serait économiquement impossible sans un financement solidaire tel que le permet la redevance. «Dépendre uniquement de la publicité ou de financements privés mettrait en danger l'indépendance et la qualité journalistique», ajoute Malika Boussetta. Et parce que la redevance est perçue en dehors du budget fédéral, elle constitue selon la responsable «une garantie démocratique qui protège l'indépendance éditoriale».

Le marché publicitaire suisse, trop limité, ne pourrait de toute façon pas compenser une baisse importante de la redevance, selon notre interlocutrice. Laquelle précise qu'aujourd'hui, la publicité représente seulement 15% du budget de la SSR. Au-delà des chiffres, Malika Boussetta insiste: «La redevance génère un apport à l'ensemble de la société et contribue à l'identité romande tout en renforçant la cohésion nationale.» Grâce à elle, la RTS touche chaque semaine 8 personnes sur 10 en Suisse romande, tous supports confondus.



Ce système de financement du service public audiovisuel est même l'une des garanties de notre démocratie. « Sans redevance, il n'y aurait plus de média de service public. Nous pouvons constater dans d'autres pays d'Europe ou aux Etats-Unis l'impact d'une trop forte concentration dans le paysage des médias privés. La SSR permet de maintenir en Suisse un savoir-faire pointu rare sur le marché et reconnu à l'international » conclut Malika Boussetta.

L'observatoire des programmes de la RTS se présente

Chaque mois, le Conseil du public de la SSR Suisse Romande analyse les programmes de la RTS et formule des remarques à l'attention des professionnel.le.s qui les réalisent. Cet organe entend donner une voix au public romand et fait le pont entre la population et le média de service public. Explications.

Composé de 17 membres, le Conseil du public est une sorte d'observatoire chargé de passer sous la loupe le travail de la RTS. Il se veut représentatif de la population, avec des membres venu.e.s de tous les cantons romands et de diverses générations. «La SSR a une structure très démocratique», relève le président du Conseil du public, Jean-Raphaël Fontannaz, lequel précise que les personnes intéressées à rejoindre l'organe doivent passer une audition afin de s'assurer qu'elles disposent des connaissances et centres d'intérêt nécessaires pour donner leur avis sur les programmes de la RTS.

Car il n'est pas question de dire si on a personnellement apprécié ou non un programme. Au contraire, les avis subjectifs sont laissés de côté pour analyser objectivement les émissions, podcasts et autres séries produites par la RTS.

L'ambition du Conseil du public consiste à émettre un jugement argumenté et des recommandations qui seront utiles aux professionnel.le.s de la RTS. «Nous n'avons pas de pouvoir de décision – et c'est normal –, mais une capacité de proposition» admet Jean-Raphaël Fontannaz, qui estime que ces échanges sont particulièrement bénéfiques à la qualité des productions médiatiques.

Le Conseil du public se fait ainsi le relais entre le public et la RTS. En outre, les membres de la SSR Suisse Romande peuvent directement donner leur avis sur les programmes en cours d'analyse, via le site de l'association (page «Débats»).

Ces commentaires, positifs comme négatifs, figurent toujours dans les rapports publiés par les groupes de travail chargés de passer en revue les diverses productions. Un travail considérable, relève le président, car les membres écoutent ou visionnent scrupuleusement les contenus, parfois jusqu'à dix heures d'émissions, afin de se forger une opinion.



Les discussions entre le Conseil du public et les professionnel.le.s de la RTS sont souvent animées, mais toujours fructueuses.
RTS © Laurent Bleuze

Parmi leurs autres fonctions, les membres du Conseil du public effectuent également une veille des émissions de la RTS, afin de pouvoir lui fournir un écho immédiat. «Dans ce rôle, nous sommes un peu la mouche du coche», image Jean-Raphaël Fontannaz.

Le Conseil du public, de même que l'organe de médiation de la SSR Suisse Romande, représente un outil indispensable pour s'assurer que le service public reste au plus proche des besoins et attentes de ses publics.

PROGRAMMES ET SÉRIES ÉVALUÉS



Jean-Raphaël Fontannaz (2^e depuis la gauche) préside le Conseil du public
RTS © Laurent Bleuze

Lors de ses deux dernières séances, le 15 décembre et le 12 janvier, le Conseil du public a examiné des productions RTS illustrant des approches contrastées de la fiction, de l'information et du débat.

Espèce menacée a certes séduit par sa réalisation mais a peiné à trouver son public du fait d'un récit jugé trop dispersé, tandis que *The Deal* s'est imposé comme une réussite saluée, aussi à l'international, pour sa narration et sa portée géopolitique.

Côté information, *Tout un monde* a été reconnue comme une référence, alors que le format *Week-end* a été jugé peu adapté au service public, ce qui a été bien entendu par les responsables de l'émission.



Retrouvez l'ensemble des communiqués du Conseil du public sur www.ssr.ch ou via ce code QR

Les défis du Comité romand

Si l'initiative « 200 francs, ça suffit ! » était acceptée, quel serait l'impact pour le service public ?

Le Comité régional romand « Non à l'initiative SSR » répond via deux de ses coprésident.e.s, les parlementaires Marianne Maret (Le Centre, Valais) et Baptiste Hurni (PS, Neuchâtel).

Sept comités régionaux et cantonaux sont regroupés autour du Comité national « Non à l'initiative SSR ».

Pourquoi une section romande ?

Marianne Maret: La perception des médias en Suisse romande est différente de la Suisse alémanique. Pour mener une campagne sensible comme celle-ci et convaincre, mieux vaut s'adresser aux Romand.e.s en français... Nous avons également des intérêts différents à défendre. Compte tenu de la petitesse de notre territoire, surtout de notre démographie, avec le Tessin et les régions rhéto-romanches, nous serons davantage impactés. Si vous divisez par deux de gros moyens, c'est pénible, mais il reste quelque chose. Mais si vous divisez par deux des moyens déjà pas énormes, il ne reste plus de quoi vivre: 135 francs en moins, c'est la moitié moins pour la SSR, puisque la contribution versée aux radios et TV régionales ne sont pas affectées par l'initiative. C'est clairement la SSR qui est visée. Et une diminution des moyens pour la Suisse romande implique que l'on va toucher à l'essentiel.

Qu'est-ce qui est menacé ?

Marianne Maret: La SSR produit des programmes en quatre langues, c'est un défi qui a un coût. Et la RTS est le seul média qui couvre l'ensemble du territoire suisse. C'est un bel outil de cohésion nationale. Si je fais un parallèle avec certains cantons alémaniques qui veulent éjecter l'apprentissage d'une deuxième langue nationale au profit de l'anglais, je m'interroge sur la vision alémanique de la cohésion nationale et j'y vois



Marianne Maret et Baptiste Hurni
© Parlementsdiensite / Tim Loosli
Parlementsdiensite / Franca Pedrazzetti

une forme d'arrogance. Je crains que cette même arrogance ne s'exerce au niveau du média! Ne nous voilons pas la face: si plus personne n'a de moyens suffisants, ça sera la guerre entre les régions et je ne suis pas sûre que la RTS en sorte gagnante.

Baptiste Hurni: Les Romand.e.s sont une minorité linguistique et il n'y a pas une chaîne de TV privée capable de couvrir toute l'actualité romande et surtout régionale comme le fait la RTS. Sans elle, nous nous retrouverions dans un désert médiatique sur des activités très régionales liées au sport, à la culture, à la politique. Aucune chaîne régionale – même si elles font un excellent travail – ne peut organiser des débats du type d'*Infraorange*, avec des invité.e.s provenant de tous les cantons. C'est la force du service public de faire ce lien.

A une personne qui ne voit pas l'utilité du service public, qu'expliquez-vous ?

Baptiste Hurni: Avoir accès à une information fiable, vérifiée, neutre, qui réponde à un code de déontologie, c'est un service pu-

blic et clairement la tâche de l'Etat. Il est plus important encore à l'heure des fake news. J'ai envie de pouvoir accéder à ce socle dans mon pays, dans ma région.

L'initiative tend à limiter, voire supprimer le divertissement, le sport. Qu'en dire ?

Marianne Maret: Même si je peux comprendre l'argument, je le conteste. Le divertissement à la RTS met en exergue notre région, parle des artistes, de l'humour romands. Le supprimer serait une perte pour notre culture et enlèverait tout aspect récréatif à la RTS. Pour le sport, certain.e.s ne voudraient garder que les événements les plus suivis. Lesquels? Avons-nous les mêmes centres d'intérêt que les Alémaniques?

Les sondages montrent une votation serrée entre les pour et les contre à l'initiative. Quel vent sentez-vous venir ?

Marianne Maret: J'ai été positivement étonnée par le vote au Conseil des Etats, incroyablement majoritaire contre l'initiative. Et je suis refroidie par ce que j'entends dans mon canton. Il n'y a pas la mesure de la portée du vote. Les arguments des personnes favorables à l'initiative sont en lien avec des mécontentements personnels. Elles entendent pénaliser la SSR en raison de contenus qui les ont dérangées. Il m'arrive aussi de me mettre en colère quand j'entends le biais de certains journalistes. Je ne vais pas pour autant appauvrir davantage ce média.

Enfin, le Comité romand rend attentif aux conséquences collatérales de l'initiative...

Baptiste Hurni: La SSR, avec ses unités d'entreprise, contribue de manière proportionnelle à son importance à toute une série de services qui sont mutualisés. Elle est un client important de l'agence de presse Keystone-ATS, soutient les centres de formation des journalistes. Elle aide également la création cinématographique, les festivals. Je suis président du Festival international du Film Fantastique de Neuchâtel (NIFFF). La RTS est non seulement un soutien financier mais elle participe à la visibilité médiatique du NIFFF. Si elle doit diminuer de moitié son budget, elle diminuera aussi ses contributions, voire y mettra fin.

Quel est le « petit plus » de la SSR ?

Nous avons demandé à nos membres ce que la SSR leur apporte, qu'elles et ils ne trouvent pas ailleurs, et ce qui la rend unique à leurs yeux.

Voici quelques-uns de leurs témoignages.

SRG SSR

La RTS est essentielle parce qu'elle donne à voir les réalités régionales et culturelles de la Suisse romande. Cette représentation est un pilier du respect et de la valorisation de notre pluralité suisse. Dans un contexte où l'intégrité de l'information est constamment mise à l'épreuve, la RTS incarne ce que doit être un média de service public : fiable, critique, et capable de nourrir un dialogue social constructif. C'est une ressource précieuse au quotidien, et un pilier de notre démocratie.

Amanda, 28 ans, Berne

La SSR à ceci de particulier pour moi : elle procède et renforce un ciment national indispensable à un pays multiculturel. D'autre part, elle garantit une information fiable et indépendante et propose des émissions spécifiques à chaque région du pays.

Pascal, 68 ans, Genève

La confiance que j'ai en la SSR et en ses journalistes, qui essaient d'être le plus honnêtes et objectifs possibles au milieu de cette avalanche d'actualités, d'informations et de « non-informations ». Je suis contre le fait de brader la redevance, ce qui risque de péjorer la qualité du contenu de la SSR.

Françoise, 64 ans, Valais

Les émissions « uniques » sont nombreuses : les informations, *Couleurs locales*, *52 Minutes*, *Temps présent*, *Passe-moi les jumelles*, les informations dans le domaine de la consommation, et d'autres encore. Mais une émission est « encore plus unique », si on peut dire : c'est *Infrarouge*. Alors que les slogans politiques sont forcément simplificateurs, et laissent la porte grande ouverte à la manipulation, les débats contradictoires de cette émission, auxquels participent les représentants de différentes formations, forcent les participants à prendre position quant aux différents aspects de leur vision d'une situation.

Anne-Marie, 84 ans, Vaud

Je suis une inconditionnelle des émissions de la SSR, aussi bien radio que télévision, et cela depuis bien longtemps. La radio romande accompagne mon réveil chaque jour. La qualité de l'information n'est pas à prouver et les journalistes sont très professionnels. La diction est parfaite et le ton très agréable. J'apprécie aussi beaucoup d'autres émissions, surtout l'émission de services qui traite vraiment de beaucoup de sujets différents mais toujours pertinents. Quand je trouve que cela parle trop, je passe sur RTS Option Musique, et c'est juste magnifique, avec un programme varié fait de découvertes et de classiques toujours agréables aux oreilles.

La télévision suisse romande mérite aussi beaucoup d'éloges. Malgré la floraison des chaînes à disposition, je constate que mes soirées sont avant tout consacrées à la SSR. Les séries, films et téléfilms passent avant les chaînes françaises et c'est un grand avantage. J'apprécie particulièrement le fait que sur la chaîne nationale, la publicité n'est pas omniprésente et qu'elle est diffusée raisonnablement entre les émissions et de courtes coupures en soirée. C'est un vrai avantage, comparé à d'autres programmes entrecoupés d'une multitude de pubs.

Suzanne, 59 ans, Jura



Ces quelques mots pour vous dire à quel point la SSR est, depuis toujours et je le souhaite encore pour longtemps, une présence réconfortante jour après jour. Ses voix sont l'écho du vivant dans mon quotidien.

Elle m'apporte d'abord un divertissement riche et varié, puis, à travers ses multiples programmes, de l'information. Certes, je n'ai plus vraiment goût à écouter cette dernière, tellement l'actualité est parfois lourde, mais je respecte profondément le travail journalistique réalisé heure après heure, quoiqu'il se passe sur la planète en termes d'actualités géopolitiques, culturelles, sportives ou sociétales.

Il y a également cet accent mis sur la proximité, le local, le lien humain si essentiel aujourd'hui, et derrière tout cela des personnes passionnées qui y travaillent avec cœur et professionnalisme.

Christiane, 59 ans, Vaud

Un maillon indispensable

Au cours de mes diverses fonctions en tant que responsable des relations publiques, que ce soit au CICR, à Expo.02, au CIO ou à la Chaîne du Bonheur, il a toujours été essentiel d'assurer une large couverture de nos activités par des journalistes de la RTS, ainsi que de SRF et RSI. Cela nous a permis d'atteindre le public suisse dans toutes les régions du pays.

J'ai particulièrement apprécié leur approche critique, mais toujours objective, ainsi que leur ouverture au dialogue. Cette attitude s'est révélée cruciale lors des crises et des situations délicates que chacune de ces organisations a vécues à divers moments.

Le journalisme indépendant s'est avéré fondamental pour garantir que des informations fiables parviennent à la population. Sans la SSR, un maillon indispensable du paysage médiatique suisse manquerait à l'appel.

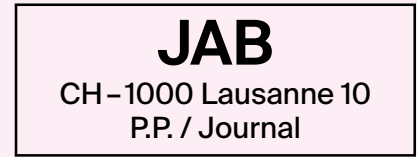
Tony, 67 ans, Valais

Pour moi, le petit plus de la SSR, c'est qu'elle défend activement notre culture et lui donne une vraie visibilité dans l'espace médiatique. À travers les programmes de la RTS, nos artistes locaux, nos festivals et nos réalités régionales sont mis en lumière. La culture n'est pas un luxe : elle façonne notre identité et nourrit notre esprit critique. Ce que j'apprécie particulièrement, c'est que la SSR la rend accessible à toutes et tous, partout en Suisse et dans nos différentes régions linguistiques en la préservant des logiques commerciales.

Pauline, 30 ans, Neuchâtel

Grâce à la RTS, la voix et la sensibilité de toutes les régions peuvent se faire entendre à l'échelle romande, voire nationale. C'est un plus incommensurable pour notre démocratie.

Pierre-Alain, 57 ans, Jura



SSR.VS En visite au Palais fédéral

Une trentaine de membres de la SSR Valais ont eu la chance, en décembre dernier, de visiter le Palais fédéral et d'assister brièvement aux débats en cours dans chacune des chambres du Parlement, avec pour guide le conseiller national Sidney Kamerzin. Une rencontre avec plusieurs députés valaisans leur a permis de se faire une idée de leur travail et d'échanger au sujet de l'Initiative SSR. L'après-midi, Valérie Gillioz, correspondante parlementaire de la RTS, a présenté son quotidien et le studio de la SSR sous la Coupole. Chacune et chacun a pu apprécier son sens de l'accueil et sa disponibilité. Une belle journée de découvertes qui a permis d'approcher de l'intérieur deux univers qui contribuent à la cohésion de notre pays.

Jacques Cordonier, SSR Valais

©SSR.VS



SSR.VD Distribution de flyers sur l'initiative SSR

Dans tous les cantons romands, les SSR cantonales vont à la rencontre du public sur les marchés, pour informer et échanger au sujet de l'initiative «200 francs, ça suffit!». La SSR Vaud assure une présence sur les marchés de plusieurs villes, tous les samedis du mois de février. Le comité cherche encore des personnes motivées à les accompagner dans cette mission, notamment en distribuant des flyers. Intéressé.e? Contactez la présidente Christine Renaudin au 076 584 04 55.

Christine Renaudin, SSR Vaud



Retrouvez l'intégralité
de chaque article sur notre site web
www.ssr.ch

Infos Régions | Agenda

Débat public: «200 francs, ça suffit!» à Fribourg

16 février 2026, 19h
Haute école de santé, Fribourg

La SSR Fribourg vous invite à un débat autour de l'initiative SSR à la Haute école de santé (HES) Fribourg. Pascal Crittin, directeur de la RTS et Marie-France Roth Pasquier, Conseillère nationale Le Centre feront face à Pauline Blanc, Présidente des Jeunes PLR et Nicolas Kolly, Conseiller national UDC, sous la modération de Christophe Passer (Le Matin Dimanche).

Débat public: «200 francs, ça suffit!» à Genève

17 février 2026, 18h30
Ciné 17, Genève

La SSR Genève, en partenariat avec le Club suisse de la Presse, vous invite à un débat autour de l'initiative SSR au Ciné 17, à Genève. Les intervenant.e.s seront Delphine Klopfenstein, conseillère nationale écologiste, Mauro Poggia, conseiller aux États UDC et membre du MCG, Chantal de Senger, responsable exécutive de Tamedia en Suisse romande, journaliste et éditorialiste, ainsi que Hugues Hiltbold, président de la SSR Suisse Romande.

Débat public: «200 francs, ça suffit!» à Saint-Imier

23 février 2026, 18h
Centre de Culture & de Loisirs, Saint-Imier

La SSR Berne vous invite à un débat autour de l'initiative «200 francs, ça suffit!» au Centre de Culture & de Loisirs de Saint-Imier. Avec Pascal Crittin, directeur de la RTS, Stéphanie Mérillat, co-présidente du HC Bienne, Hervé Gullotti, maire de Tramelan, PS, candidat au gouvernement bernois, Mathias Müller, membre UDC du Grand Conseil bernois et Manfred Bühler, conseiller national UDC, sous la modération d'Olivier Zahno, journaliste à RJB.



Inscriptions: sur notre site
www.ssr.ch/agenda
ou par téléphone au 058 134 20 24
Annoncer les rectifications
d'adresses à: info@ssr.ch
ou par téléphone au 058 134 20 24

Événements réservés aux membres de la SSR Suisse Romande

Pas encore membre? En adhérant à notre association, vous bénéficiez de nombreux avantages!

www.devenirmembre.ch